



La lettre

des élus communistes et apparentés
de Vénissieux - N° 49 - NOVEMBRE 2018

0.13%
C'est la
part du
budget de
la nation
consacré
au sport
en 2018.



ÉDITO

LE SENS DE L'ENGAGEMENT POLITIQUE

Le conseil municipal du 15 octobre aurait pu être un moment de rassemblement de toutes les forces vénissiennes sur trois urgences pour notre ville, la régie de quartier, la mission locale, et les moyens de la politique sportive.

- La régie de quartier tente de se sortir de difficultés de gestion anciennes, dans une activité d'insertion difficile, elle avait besoin d'un prêt de trésorerie pour passer le cap de son redressement devant le tribunal...

- La mission locale que la ville a prévu d'installer dans de nouveaux locaux de la maison des services publics des minguettes abandonnée par la préfecture, et elle se retrouve face à une réforme du gouvernement qui veut faire absorber les missions locales par pôle-emploi...

- Les clubs sportifs de Vénissieux dans leur ensemble protestent avec tout le monde sportif contre la baisse du budget du sport au moment même où il faudrait mobiliser toutes les énergies pour la réussite des jeux olympiques de 2024 à Paris...

Trois sujets où le conseil municipal aurait pu être unanime ou presque ! Mais non, les trois élus «socialistes» macronisés ont refusé d'apporter leur soutien à ces trois actions vénissiennes. Pour ne pas voter comme le maire ? C'est vraiment dérisoire ! Quand la politique s'abaisse à un tel manque de courage, on peut comprendre que les citoyens s'en éloigne ! Pour 89 % des sondés, les responsables politiques ne se préoccupent pas de ce que pensent les gens. Ce n'est heureusement pas le cas dans notre ville dont 61% des habitants jugent positivement le travail de l'équipe municipale... Cela tombe bien, la force de notre ville, c'est l'avis des Vénissiens, et tant pis si cela ne colle pas toujours avec le discours métropolitain ou présidentiel !

Pierre-Alain MILLET-Adjoint au Maire

POUR UNE AMBITION SPORTIVE À LA MESURE DES ENJEUX SANITAIRES, HUMAINS, ÉCONOMIQUES ET SOCIÉTAUX

Voeu présenté par la majorité municipale.

Alors que notre pays s'apprête à accueillir les Jeux Olympiques et Paralympiques, et que le mouvement sportif attendait une impulsion à la mesure des enjeux, l'Etat envoie une rafale de signaux négatifs pour le sport : amputation du budget de 30 millions d'euros, suppression de 1 600 intervenants, diminution drastique des contrats aidés, baisse des crédits du Centre national de développement du sport. C'est une dégradation continue du financement du sport contre toute réelle ambition sportive.

Pourtant, l'enjeu est immense. Sans clubs et sans éducateurs, pas de champions, pas d'équipes de France, pas de médailles, pas d'étoiles. Mais au-delà, pas de santé par le sport, amputation du lien social, de l'intégration, de l'égalité homme-femme, de la mixité, de l'éducation, du dépassement de soi, etc. Autant de valeurs portées par le sport, sacrifiées au bénéfice de la marchandisation.

Les collectivités territoriales enserrées dans la contractualisation ne pourront pallier ce désengagement de l'État. Elles assument déjà plus de 80% du patrimoine et du financement du sport par les subventions aux clubs, les événements sportifs, la construction, la maintenance, la mise à disposition des équipements sportifs.

Le conseil municipal de Vénissieux :

- Appelle à la mobilisation et au soutien du mouvement sportif et à ses bénévoles qui font vivre nos clubs au quotidien.
- Interpelle le gouvernement et la nouvelle ministre des sports ainsi que les élus parlementaires qui seront bientôt amenés à voter le budget 2019 et à valider des choix budgétaires mortifères pour la cause sportive.
- Demande que le mouvement sportif bénéficie de moyens à la hauteur de ses apports humains, économiques et sociétaux.
- Porte au débat cinq mesures d'urgence :
 1. Le doublement immédiat des crédits dédiés au sport et sa progression sur les six prochaines années pour atteindre 1 % du budget de la nation en 2024.
 2. Le dé plafonnement de la taxe Buffet qui alimente le CNDS.
 3. Une aide de l'État à la prise de licence à hauteur de 50 % sur critères sociaux.
 4. Un plan de rattrapage des équipements sportifs avec accompagnement financier pour les collectivités via le CNDS.
 5. Un plan d'embauche de cadres d'État pour le développement de la vie associative et la formation des bénévoles et des éducateurs.

RÈGLEMENT LOCAL DE PUBLICITÉ

Nous sommes nombreux à rêver d'une ville qui donne à voir ce qu'elle a de meilleur, en architecture, en paysage, en vie culturelle et sociale, et à considérer que la publicité est un cancer qui défigure.

Peut-on imaginer une société où la publicité est réduite à l'information et où le consommateur exprime ses besoins pour intervenir dans la conception des produits ? Peut-on rêver d'une société déniaut à quiconque la possibilité de s'approprier les espaces ? Peut-on rêver d'une société de la gratuité parce que la puissance publique apporte un service garanti à tous et que son financement repose sur le seul prélèvement juste et efficace, inventé par la révolution française, l'impôt progressif ?

Pour rêver d'une ville sans publicité, il faut rêver d'une autre société, dans laquelle l'offre ne dirige plus la demande avec des dépenses toujours plus grandes pour séduire, accaparer le temps de cerveau disponible. Une société libérée des chaînes de la marchandisation est un choix de société et aussi un choix de ville. Nous avons fait notre choix, nous ne voulons pas de Las Vegas! Une ville qui ne se livre pas à la publicité n'est pas une ville éteinte et nous le savons quand nous admirons nos fresques murales, nos mises en lumière d'équipements publics. Alors certes, nous sommes loin d'une société sans aliénation, et c'est pourquoi nous devons réglementer sur les conditions de la marchandisation, entre autres dans la communication extérieure, ce qui est le but de ce Règlement Local de Publicité.

Abdelhak FADLY - *Adjoint au Maire*

LOGEMENT SOCIAL

Nous donnons un avis réservé sur le projet métropolitain de gestion de la demande et d'information des demandeurs et nous réclamons plus de moyens, plus de travailleurs sociaux pour un meilleur suivi des usagers.

Depuis l'appel de l'Abbé Pierre, l'urgence sociale n'a pas changée. Notre pays compte 4 millions de mal-logés et la part des dépenses de logement dans le budget des ménages a explosé. 2 millions de ménages attendent un logement social alors que seulement 450 000 logements sont attribués chaque année. Dans la Métropole de Lyon, on dépasse 5 demandeurs pour 1 attribution.

Alors que 70% des Français sont éligibles au logement social, bon nombre de villes refusent d'en construire. A Vénissieux nous sommes fiers d'avoir un taux de 50 % de logements sociaux. Et ceux qui demandent à le réduire doivent répondre : que deviendront les Vénissiens qui en ont besoin ? Beaucoup se verront obligés de partir dans une autre couronne lyonnaise.

Le droit au logement doit être garanti pour permettre à chacun de sortir d'une insécurité insupportable. En ce début de trêve hivernale, nous réaffirmons notre volonté pour qu'aucune expulsion n'ait lieu sans solution préalable de relogement.

Aurélien Scandola - *Conseiller municipal*

ZONE A FAIBLE EMISSION (ZFE)

Dans le cadre de son plan Oxygène, la Métropole de Lyon met en place une ZFE. L'objectif est de pousser à la modernisation des camions et utilitaires les plus polluants, en interdisant leur entrée dans une zone définie en gros par le périphérique.

Agir pour la qualité de l'air relève de l'intérêt général, et cela peut conduire à contraindre des intérêts particuliers. Nous pensons notamment aux multiples conséquences pour les entreprises ou artisans qui vont devoir faire un choix : investir dans des véhicules neufs et propres, tout en risquant de mettre en danger leur trésorerie, ou alors ne plus pouvoir entrer dans Lyon et renoncer à des contrats nécessaires à leur survie. Ne risquons-nous pas de créer une sélection et rendre impossible l'accès au travail aux petites entreprises et travailleurs indépendants? C'est pourquoi nous insistons sur l'accompagnement des acteurs économiques, notamment les plus fragiles.

Nous soutenons la ZFE avec ces réserves, tout en soulignant que ce sont les polices municipales qui devront contrôler cette ZFE. Encore une fois, c'est le budget des communes qui sera mobilisé pour mettre en place les politiques publiques métropolitaine.

Jean-Maurice GAUTIN - *Adjoint au Maire*

CONTRAT EDUCATIF LOCAL

1 800 postes seront supprimés dans l'Education Nationale en 2019. Les gouvernements successifs ont tant et si bien abandonnés l'éducation comme priorité nationale que pour la première fois, les crédits de l'armement et de l'éducation sont équivalents. Cette réalité est effrayante, ce projet de société n'est pas le nôtre.

Ce que nous exigeons pour nos enfants, c'est l'égalité des chances, enfin, contre le déterminisme social avec un vrai dispositif «plus de maîtres que de classes», sans déshabiller Paul pour habiller Jacques. Nous voulons un plan mercredi sérieux, avec des dotations spécifiques au financement des activités périscolaires. Nous voulons des auxiliaires de vie formés, correctement payés pour l'accueil de tous nos enfants en situation de handicap. Nous voulons que l'Education Nationale réinvestisse le champ de la médecine scolaire depuis longtemps abandonnée. Face à la démission de l'Etat et considérant l'intérêt supérieur de l'enfant, la Ville de Vénissieux a fait le choix de financer des postes d'infirmières scolaires. Nous mesurons ici l'inéluctable retrait de l'Etat. Ce sont les collectivités qui compensent et prennent aujourd'hui en charge un quart de la dépense d'éducation.

Nelson Mandela disait que « l'éducation est l'arme la plus puissante pour changer le monde ». Nos enfants sont l'avenir de l'Humanité, refusons toute logique marchande et les sacrifices qui en découlent pour leur éducation.

Sophia Brikh - *Conseillère municipale*

HARO SUR LES MISSIONS LOCALES! MISE À JOUR D'UNE DUPERIE DU GOUVERNEMENT

Voëu présenté par la majorité municipale.

Al'heure où le monde Macroniste est en pleine décomposition et à défaut de résultats tangibles pour l'accès à l'emploi des jeunes les plus en difficulté, le gouvernement engage une réforme de structure pour faire absorber les Missions Locales par Pôle Emploi.

Quelle surprise quand on sait que Mme Pénicaud a annoncé la baisse des effectifs de Pôle Emploi dès 2018 (- 350), avec un objectif de suppression non avoué de 4000 emplois alors que le chômage ne diminue en rien. Pourquoi est-il utile de charger la barque de Pôle Emploi, alors même que les acteurs reconnaissent que les Missions Locales réalisent un travail remarquable d'accompagnement des jeunes ?

Le gouvernement est animé par une vision budgétaire. Son unique but est de réduire les coûts par la masse salariale, et en aucune façon d'améliorer l'accompagnement des jeunes, leur formation et leur meilleur accès à l'emploi.

Attention ! Beaucoup d'élus, par idéologie, par facilité

et nonchalance ou simplement pour la réduction de leur charge quotidienne, pourraient se laisser bernier par «l'expérimentation».

Pour les salariés qui seraient sensibles au processus d'absorption des Missions Locales en s'imaginant obtenir un statut plus stable, il est utile de pointer le danger car qui dit absorption dit réduction des effectifs. Il faut souligner que 90% des salariés actuels de Pôle Emploi sont sous contrat privé, c'est-à-dire susceptibles d'être demandeur d'emploi très rapidement.

L'importante baisse de budget annoncée pour 2019 laisse supposer une baisse du financement d'État du service public de l'emploi dans les années à venir et celui de Pôle Emploi en particulier.

Par ce voëu, la ville de Vénissieux:

- **Refuse d'accepter cette détérioration de la situation pour les demandeurs d'emplois.**
- **Apporte tout son soutien aux missions locales pour leur travail auprès de notre jeune public sans disposer des moyens suffisants pour mener à bien leur mission.**

RUE HENRI ALLEG

En donnant le nom d'Henri Alleg à une rue de Vénissieux, nous rendons hommage à un homme dont le combat contre le colonialisme, contre la torture, pour le droit des peuples et l'égalité entre les hommes, trouve un écho important dans l'engagement de nombreux Vénissiens au moment de la guerre d'Algérie et après.

En tant que Directeur du quotidien Alger Républicain, il incarna le courage et l'honneur des communistes face à la guerre coloniale menée par les autorités françaises en Algérie.

Entré en clandestinité en 1955 il est arrêté en juin 1957, torturé par les membres d'un régiment de parachutistes français. C'est sans doute le dernier à avoir vu Maurice Audin vivant, arrêté un jour avant lui, enfermé et torturé dans le même bâtiment. Il savait que ses bourreaux l'avait tué puis avait fait disparaître son corps. Car Maurice Audin, militant communiste, anticolonialiste, mathématicien et père de famille a bien été assassiné par l'armée française en juin 1957. Il a fallu 61 ans pour que cet assassinat soit reconnu par l'Etat français, par un président de la République.

Henri Alleg disait : *«Le combat pour la vérité, qui est un combat d'aujourd'hui, doit se poursuivre sans relâche. On ne peut pas tout simplement parler de l'avenir sans respecter la vérité.»*

Bayrem BRAIKI - Adjoint au Maire
Serge TRUSCELLO - Conseiller municipal



» Rue Henri Alleg

En réponse à Christophe Girard, Saïd Alleg, conseiller municipal déclare : *«Non, monsieur, pas de lien de famille mais un vrai lien avec ce monsieur par ses convictions et son engagement.»*

FONDS D'AIDE AUX JEUNES.

Notre pays est la 7ème puissance économique mondiale et une personne sur cinq ne mange pas à sa faim. A Vénissieux, c'est environ 30% de nos concitoyens qui vivent en dessous du seuil de pauvreté. Et il faut 6 générations pour sortir de la pauvreté.

Le gouvernement propose un plan de lutte contre la grande pauvreté. Chiche, mais quels moyens vont être donnés aux collectivités territoriales ? Aucun !

Il faut donner plus de moyens aux associations, aux collectivités territoriales qui sont les premiers acteurs venant en aide aux habitants, et stopper les baisses de dotations. Notre ville n'a pas attendu le gouvernement pour déployer des politiques sociales comme la tarification pour la restauration scolaire, la création de places en crèches pour les personnes en insertion, les clauses d'insertion dans les marchés publics, l'atelier santé ville, les aides sociales.

A ce titre, nous subventionnons le Fonds Local d'Aide aux Jeunes pour des secours alimentaires, des aides à la formation, etc.

Face à l'urgence sociale, exigeons que le pognon de dingue, des cadeaux fiscaux, de l'évasion fiscale soit rendu au peuple.

Saliha PRUDHOMME-LATOURE
Adjointe au Maire

RÉGIE DE QUARTIER ARMSTRONG

Par son activité, par son utilité en matière d'insertion d'une centaine de personnes par an, par son rôle social, la Régie de Quartier Armstrong bénéficie du soutien entier de la Ville de Vénissieux.

A l'heure où la précarité, le chômage et la crise, frappent les populations les plus fragiles, dont de nombreux jeunes, nous devons trouver des solutions pérennes, pour sortir la Régie des difficultés financières qu'elle rencontre aujourd'hui. Nous n'allons pas nous le cacher : la structure financière de l'association a toujours été fragile, et les directions ont traversé des zones de turbulence. Sur ce dernier point, un nouveau bureau et un nouveau directeur ont été nommés, gage d'une nouvelle organisation et d'un nouvel élan.

Nous avons organisé une réunion avec l'ensemble de nos partenaires (DIRECCTE, la métropole, les bailleurs), pour faire le point sur la situation financière de la Régie. Le Tribunal de Grande Instance a accordé un sursis, signe positif, dans l'attente que la Régie, donne les garanties d'honorer ses dettes.

Pour permettre à la Régie de Quartier de poursuivre son activité, la Ville de Vénissieux propose d'apporter

un soutien financier de 60 000€, via un prêt de trésorerie remboursable. Nous avons surtout convaincu tous nos partenaires, de soutenir la Régie. L'Etat s'y est engagé, la Métropole a apporté son soutien, tout comme les bailleurs et la coordination des régies de quartier.

Bref, il y a une volonté commune de sortir de l'ornière, mais également de poser les conditions de la réussite.

En France, la situation inquiétante des structures d'insertion par l'activité économique (IAE), en particulier les ateliers et chantiers d'insertion (ACI), est manifeste. Le désengagement financier de certains partenaires, les nouvelles règles de financement du fonds social européen (FSE), qui le rendent pour beaucoup inaccessible, fragilisent des pans entiers de l'insertion, au détriment des territoires et des personnes en difficulté. On veut faire des régies uniquement des entreprises, sans prendre en compte leurs spécificités, notamment leur objectif de développement social, d'économie solidaire et de services. Les affaiblir, c'est affaiblir la cohésion sociale, et l'acquisition de compétences, pour ceux qui en ont le plus besoin.

Michèle PICARD- *Maire*



RÉGIE DE QUARTIER ARMSTRONG

Nous sommes lucides sur la situation des quartiers prioritaires qui connaissent un taux de chômage élevé et préoccupant. La politique de la ville reste largement insuffisante.

Pour amener ces personnes vers l'emploi et la qualification, il y a tout un travail. C'est ce que fait la Ville en incluant des heures de clause d'insertion dans ses chantiers et avec la charte signée par plus de 100 entreprises.

Nous savons, dans ce contexte, l'impact essentiel des acteurs de proximité. Nous nous félicitons de cette délibération qui peut permettre de sauver la régie, et du rôle du Maire pour convaincre tous les partenaires de jouer le jeu du redressement. Nous savons que le chemin sera long, mais l'existence d'une régie locale d'insertion est un véritable enjeu pour Vénissieux.

Beaucoup d'organismes d'insertion sont en difficulté, comme «les brigades vertes» dont les marchés ont été supprimés par la Métropole. De plus, la contrainte de passer par des marchés et la mise en concurrence ne correspond pas à ce qu'était l'esprit initial des structures associatives locales qui devraient être simplement l'outil d'une volonté politique de développer l'insertion.

Nacer KHAMLA- *Conseiller municipal*



»» Quel culot!

Lors du rapport sur le prêt que la ville se propose de faire à la Régie de Quartier Armstrong afin de faire face à ses problèmes financiers, le PS nous reproche de ne pas en faire assez et de ne pas lui faciliter l'accès aux marchés de la collectivité. Hors en 2015, ce sont ces mêmes personnes qui ont voté contre un rapport qui donnait priorité aux marchés aux régies d'insertion comme la Régie Armstrong. Le PS/Macronique local a vraiment la mémoire courte

»» Encore une fausse rumeur exploitée par l'opposition...

Les données des Vénissiens ne seraient pas protégées dans les applications informatiques de la ville ! Véronique Forestier dément, preuves à l'appui. C'est un peu facile de la part de madame Groléas de surfer sur les peurs liées à la cybercriminalité pour faire le buzz sur twitter. Nous travaillons en permanence à renforcer notre démarche de sécurité. C'est la force du SITIV qui déploie un réseau de confiance protégeant nos serveurs et nous ayant permis de résister à de nombreuses attaques. Les scandales récents nous montrent que les risques pour nos données sont d'abord dans les grands réseaux sociaux US !.

ECHOS DU CONSEIL